**Monsieur le Préfet de police**

**Sous-direction des étrangers**

*Bureau Compétent suivant nationalité étranger*

[9, boulevard du Palais

75195 Paris cedex 04 – ADAPTER EN FONCTON DE LA PREFECTURE CONCERNEE]

Paris, le

Par LRAR

**Objet : Demande d’indemnisation des préjudices subis par** **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE] en raison de l’illégalité des arrêtés préfectoraux de refus de titre de séjour assorti d’une obligation de quitter le territoire du**

Monsieur le Préfet,

J’interviens en qualité de Conseil de **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE]**

De nationalité

Demeurant

Mon/Ma client(e) a sollicité auprès de vos services l’examen de sa situation administrative en se présentant physiquement en vos services (le cas échéant sur convocation) le **[DATE].**

A cette occasion lui a été remis [ PRECISER LE RECEPISSE OU ENREGISTREMENT DE LA DEMANDE]

Elle a ensuite adressé l’intégralité des éléments remis par courrier recommandé réceptionné par vos services le **[DATE]**

Pourtant, le **[DATE]**, vos services ont adopté un arrêté refusant la délivrance du titre de **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE]** et l’enjoignant à quitter le territoire.

Cette décision a été immédiatement attaquée devant les juridictions administratives qui, le **[DATE]** l’ont annulée.

L’illégalité de cette décision caractérise le comportement fautif de l’État justifiant l’engagement de sa responsabilité.

Les graves conséquences engendrées par votre décision devront être réparées.

Mon/Ma client justifie de préjudices de nature différente.

1. **Le préjudice moral :**

Agé de [AGE] mon client a dû se maintenir sur le territoire français sans titre de séjour alors que son séjour aurait dû être autorisé. Il a développé une grande anxiété ayant à chaque instant de peur d’être contrôlé.

En évaluant à 20€ par jour le préjudice moral subi pendant la période d’illégalité visée (nombre de jours entre la décision de refus et la remise d’un récépissé), mon/ma client(e) est fondé(e) à solliciter la somme de [XXX euros].

1. **Le préjudice économique (perte de salaires) :**

Au jour de l’examen de sa situation, le requérant disposait d’une promesse d’embauche immédiate en cas de régularisation pour un poste de **[INTITULE DU POSTE**], rémunéré à hauteur de [ SALAIRE MENSUEL NET] par mois.

Durant la période s’étendant de l’examen de situation à la remise de récépissé, **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE** a été privé de l’activité professionnelle qui s’offrait pourtant, à savoir un salaire d’au moins [ SALAIRE MENSUEL NET] par mois durant [ XXX mois].

Au regard de l’ensemble des éléments précités, **[NOM ET PRENOM DE L’INTERESSE]** est fondé à solliciter le règlement de la somme de [XXX euros] à parfaire, en indemnisation des préjudices précités du fait de votre comportement fautif.

Je joins à la présente les documents étayant les présentes demandes.

Vous souhaitant bonne réception des présentes,

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l’expression de mes sentiments distingués.

**P.J. :**

Demande de titre de séjour

RCPC Attestation de dépôt

Arrêté du Préfet de police

Jugement du TA

Toute autre pièce utile.